

THEATRE JOLIETTE MINOTERIE

Siège social : 2 Place Henri Verneuil 13002 MARSEILLE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2024

Cabinet J.KALPAC & Cie

Siège social : 43 Boulevard de la blancarde, 13004 MARSEILLE

Membre de la Compagnie Régionale de **AIX EN PROVENCE**

Cabinet Marseille

43 bd. de La Blancarde 13004 Marseille
Tél. 04 91 49 28 65 - Fax 04 91 85 41 88

Cabinet Martignes

1 rue des Frères Remondin 13500 Martignes
Tél. 04 42 13 02 32 - Fax 04 42 07 17 10

S.A.R.L. J.KALPAC & Cie : au capital de 158 000 €
Registre du commerce 73 B 82
Siret : 073 600 823 00012

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2024

A l'assemblée générale de THEATRE JOLIETTE MINOTERIE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de THEATRE JOLIETTE MINOTERIE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre entité à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Références d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres du conseil d'administration sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'entité relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Marseille, le 12 juin 2025

Le commissaire aux comptes

SARL J. KALPAC & Cie

Signé par Christel Kalpac Daubol
Le 12/06/2025

ID: tx_k6yBKgg90ezW



Christel KALPAC DAUBOL

Signé par Thierry Kalpac
Le 12/06/2025

ID: tx_k6yBKgg90ezW



Thierry KALPAC

COMPTES ANNUELS

1 janvier 2024 au 31 décembre 2024

Cabinet Nathalie SATTI
1426 route de Saint Raphaël, 13480 CABRIÈS - Téléphone : 0442515742

BILAN ACTIF

	Exercice clos le 31/12/2024			Exercice clos le
	Brut	Amortissement et dépréciation	Net au 31/12/24	31/12/23
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits ...	24 904	23 628	1 276	2 217
Autres Immobilisations incorporelles	7 250	5 108	2 142	3 592
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	248 415	243 347	5 068	14 701
Autres Immobilisations corporelles	1 159 999	703 358	456 641	518 273
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	1 952		1 952	1 510
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	2 662		2 662	2 662
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	1 445 182	975 441	469 740	542 954
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	56 854	1 112	55 742	91 536
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	174 204		174 204	209 819
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	149 298		149 298	147 764
Charges constatées d'avance	3 127		3 127	3 299
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	383 483	1 112	382 371	452 417
FRAIS D'ÉMISSION DES EMPRUNTS (III)				
PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS (IV)				
ECARTS DE CONVERSION ACTIF (V)				
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V)	1 828 664	976 553	852 111	995 371

BILAN PASSIF

	Exercice clos le 31/12/24	Exercice clos le 31/12/23
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	84 880	61 624
Excédent ou déficit de l'exercice	7 489	23 257
SITUATION NETTE	92 369	84 880
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	374 081	434 049
Provisions réglementées		
TOTAL FONDS PROPRES (I)	466 450	518 929
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	48 789	42 007
TOTAL FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II)	48 789	42 007
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	18 921	21 587
TOTAL PROVISIONS (III)	18 921	21 587
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	103 174	127 299
Emprunts et dettes financières diverses		3 000
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	65 912	123 388
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	64 688	54 693
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	72 178	71 443
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	12 000	33 025
TOTAL DETTES (III)	317 951	412 848
ECARTS DE CONVERSION DU PASSIF (V)		
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)	852 111	995 371

RÉSULTAT DE L'EXERCICE (PARTIE 1)

	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023	Variation	
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Cotisations				
Ventes de biens et services		2084		
Ventes de biens				
dont ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	222 136	164 255		
dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	1 553 766	1 485 346		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières	1 441	2 031		
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	17 025	11 879	5 147	43%
Utilisations des fonds dédiés	42 007	110 869		
Autres produits	83 581	66 704	16 877	25%
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	1 919 955	1 843 168	76 787	4%
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises	1 654		1 654	
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	816 736	746 727	70 008	9%
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	29 273	19 128	10 145	53%
Salaires et traitements	661 173	648 374	12 799	2%
Charges sociales	264 440	266 483	(2 043)	-1%
Dotations aux amortissements	80 915	80 074	841	1%
Dotations aux provisions	8 677	3 959	4 718	119%
Reports en fonds dédiés	48 789	42 007	6 782	16%
Autres charges	49 227	42 204	7 023	17%
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	1 960 883	1 848 957	111 926	6%
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	(40 928)	(5 790)	(35 138)	-607%
PRODUITS FINANCIERS				
De participation	1 240		1 240	
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	1 631	518	1 113	215%
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)	2 871	518	2 353	454%
CHARGES FINANCIÈRES				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	6 321	12 837	(6 515)	-51%
Différences négatives de change		1	(1)	-100%
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (VI)	6 321	12 838	(6 517)	-51%
2. RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)	(3 450)	(12 320)	8 870	72%
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	(44 378)	(18 109)	(26 269)	-145%

RÉSULTAT DE L'EXERCICE (PARTIE 2)

	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023	Variation	
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Sur opérations de gestion	2300	2195	105	5%
Sur opérations en capital	54513	45187	9326	21%
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		1200	(1200)	-100%
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	56812	48582	8230	17%
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Sur opérations de gestion	3621	1785	1836	103%
Sur opérations en capital		1085	(1085)	-100%
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	3621	2870	751	26%
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	53191	45712	7479	16%
PARTICIPATION DES SALARIÉS AUX RÉSULTATS (VII)				
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (VIII)	1324	4346	(3022)	-70%
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	1979639	1892268	87371	5%
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII+ VIII)	1972150	1869012	103138	6%
EXCÉDENT OU DÉFICIT	7489	23257	(15767)	-68%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature				
Prestations en nature				
Bénévolat				
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature				
Mises à disposition gratuite de biens				
Prestations en nature				
Personnel bénévole				
TOTAL DES CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				

ANNEXE

1 janvier 2024 au 31 décembre 2024

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

1. Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31 décembre 2024 ont été établis conformément au règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014, règlement homologué par arrêté du 8 septembre 2014 publié au Journal Officiel du 15 octobre 2014 ainsi qu'aux avis et recommandations ultérieurs de l'Autorité des Normes Comptables (ANC). Ils respectent également le règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 modifié relatifs aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

2. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement et de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le coût d'une immobilisation produite par l'entreprise pour elle-même est déterminé en utilisant les mêmes principes que pour une immobilisation acquise. Ce coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées, des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et/ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Construction	20 à 30 ans
Agencement, aménagement, installation technique	5 à 10 ans
Matériel et outillage industriel	3 à 10 ans
Matériel de bureau et mobilier	10 ans
Matériel informatique	3 ans

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

3. Frais d'établissement

Les frais de constitution, de transformation et de premier établissement ont été inscrits à l'actif en frais d'établissement.

4. Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks. Les intérêts sont exclus pour la valorisation des stocks.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

5. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

6. Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

7. Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Néant

Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

Néant

Autres éléments significatifs

Néant

VARIATION DES FONDS PROPRES

Variation des fonds propres	À l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	À la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	61 624	23 257	0		84 880
Excédent ou déficit de l'exercice	23 257				7 489
SITUATION NETTE	84 880				92 369
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	434 049			59 968	374 081
Provisions réglementées					
TOTAL FONDS PROPRES	518 929			59 968	466 450

VARIATION DES FONDS DEDIES

Variation des fonds dédiés	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
PROJET 1							
Subventions d'exploitation	42007		42007				
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL PROJET 1	42007		42007				
PROJET 2							
Subventions d'exploitation						48789	
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL PROJET 2						48789	
PROJET 3							
Subventions d'exploitation							
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL PROJET 3							

LEGS, DONATIONS ET ASSURANCES-VIE

	Montant brut
PRODUITS	
Montant perçu au titre d'assurances-vie	
Montant de la rubrique de produits « Legs ou donations » définie à l'article 213-9	2 662
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	
CHARGES	
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations	
SOLDE DE LA RUBRIQUE	2 662

IMMOBILISATIONS

	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation régale
		Réévaluation	Acquisitions	Virements de poste à poste	Cessions et mises hors service		Valeur d'origine en fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Frais d'établissement et de développement							
Autres postes d'immobilisations incorporelles	30 264		1 890			32 154	
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)	30 264		1 890			32 154	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Installations générales, agenc- des constructions							
Installations techniques, matériel et outillage ind	247 349		1 066			248 415	
Installations générales, agencements divers	981 133		2 210			983 343	
Matériel de transport							
Matériel de bureau et informatique, mobilier	96 327		691			97 018	
Emballages récupérables et divers	78 236		1 402			79 638	
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	1 403 045		5 369			1 408 414	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES							
Participations évaluées par mise en équivalence							
Autres participations	1 510		442			1 952	
Autres titres immobilisés							
Prêts et autres immobilisations financières	2 662					2 662	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (III)	4 171		442			4 614	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	1 437 480		7 701			1 445 182	

AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Situations et mouvements de l'exercice			
	Montant des amortissements au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux cessions d'actif	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	24 455	4 281		28 736
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)	24 455	4 281		28 736
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Inst. générales, agencements et aménagements des constructions				
Inst. techniques, matériel et outillage industriel	232 648	10 699		243 347
Inst. générales, agencements, aménagements divers	506 239	54 399		560 639
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	63 516	11 536		75 052
Emballages récupérables et divers	67 667			67 667
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	870 071	76 634		946 705
TOTAL GÉNÉRAL (I+II)	894 526	80 915		975 441

CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES	Situations et mouvements de l'exercice			
	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
TOTAL CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES				

DÉPRÉCIATIONS

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATIONS				
Dépréciation sur immobilisations incorporelles				
Dépréciation sur immobilisations corporelles				
Dépréciation sur titres mis en équivalence				
Dépréciation sur titres de placement				
Dépréciation sur immobilisations financières				
Dépréciation sur stocks et en cours				
Dépréciation sur comptes clients	750	1 112	750	1 112
Autres provisions pour dépréciations				
TOTAL GÉNÉRAL	750	1 112	750	1 112

ÉCHÉANCES DES CRÉANCES À LA CLÔTURE

Créances	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	2 662		2 662
Clients douteux ou litigieux	1 334	1 334	
Autres créances clients	55 520	55 520	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	450	450	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 590	2 590	
Impôts sur les bénéfices	3 020	3 020	
Taxe sur la valeur ajoutée	46 753	46 753	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Créances diverses envers l'État et les collectivités publiques	116 568	116 568	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	2 795	2 795	
Charges constatées d'avance	3 127	3 127	
TOTAL DES CRÉANCES	234 819	232 157	2 662

PROVISIONS

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
Provisions pour reconstitution des gisements pétroliers				
Provisions pour investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour implantation à l'étranger (avant 1/1/92)				
Provisions pour implantation à l'étranger (après 1/1/92)				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes et charges				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	21587	7565	10231	18921
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	21587	7565	10231	18921

ÉCHÉANCES DES DETTES À LA CLÔTURE

Dettes	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus de 1 an à l'origine	103 174	103 174		
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	65 912	65 912		
Personnel et comptes rattachés	61 174	61 174		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	52 501	52 501		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	71	71		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	12 116	12 116		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	10 707	10 707		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	12 000	12 000		
TOTAL DETTES	317 655	317 655		

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

	Montants
Charges d'exploitation	3127
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
TOTAL CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	3127

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

	Montants
Produits d'exploitation	12000
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
TOTAL PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	

CHARGES À PAYER

	Montants
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	23 000
Dettes fiscales et sociales	44 626
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	469
TOTAL CHARGES À PAYER	68 095

PRODUITS À RECEVOIR

	Montants
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	2 232
Disponibilités	
TOTAL PRODUITS À RECEVOIR	